

JÉRUSALEM DOIT ETRE DIVISÉE

(BEN-GOURION 1937 - 1947)

Par Aryeh Dayan (Ha'aretz Octobre 2000)

Pendant les fêtes, le weekend dernier, Ehud Barak a lu un livre, '*Sion dans le Sionisme*', qui décrit comment Ben-Gourion penchait clairement pour la partition de Jérusalem.

Par un jour pluvieux de l'hiver 1937, quelques membres de la Commission Peel visitaient le Moshav Nahalal dans la vallée de Jezréel. Le Gouvernement britannique avait mis en place ce groupe, avec à sa tête Lord William Peel, pour trouver une solution au problème d'Eretz Israel. Ses membres parcouraient le pays, rencontrant les leaders Juifs et Arabes et examinant les diverses options. Un membre de la Commission voulut utiliser sa visite au Nahalal pour connaître la réponse de son hôte, Prof. Chaim Weizmann, à l'idée discutée à ce moment là.

La conversation au Nahalal entre le Président de l'Organisation Sioniste Mondiale et le membre de la Commission Royale britannique eut lieu dans une petite pièce utilisée d'habitude comme secrétariat du moshav. Au centre de l'idée proposée à Weizmann, il y avait la partition d'Eretz Israel entre un Etat juif et un Etat arabe, avec Jérusalem restant sous souveraineté britannique. Les membres de la commission pensaient que les leaders sionistes seraient d'accord avec l'idée de proclamer un Etat juif sur une partie seulement du pays, mais qu'ils s'opposeraient au fait de laisser Jérusalem à l'extérieur de ses frontières ; Mais Weizmann, à la surprise très nette de son interlocuteur, accepta chaleureusement les deux parties du plan. Quand il quitta la pièce, d'après le témoignage d'un témoin présent à l'entretien, « *son visage rayonnait de bonheur* » ;

Le Premier Ministre Ehud Barak, tout en se reposant dans sa piscine au Kibboutz Kfar Giladi, a pu lire le récit de cette entrevue, où c'était la première fois dans l'histoire du Sionisme que l'on discutait sérieusement de l'avenir de Jérusalem, De toutes manières, cette rencontre était décrite dans le livre du Docteur Golani (« *Tziyun Be'tziunut* ») que tenait à la main Barak quand il a été photographié avec son épouse pendant son weekend. Même David Ben Gourion, d'après ce livre, « *répondait avec une grande excitation* », à l'idée de créer un Etat juif dont les frontières n'incluraient pas Jérusalem.

L'argument principal de ce livre, qui décrit la politique des leaders sionistes à propos de la question de Jérusalem entre 1937 et 1949, est que durant la plus grande partie de cette période, Ben-Gourion approuvait clairement la partition de Jérusalem. Le désir de partition de Ben-Gourion, d'après le Dr Golani, venait principalement de sa ferme opposition à l'incorporation de la Vieille ville, avec ses lieux saints, à l'intérieur des frontières du futur Etat juif.

Ben-Gourion, qui malgré tout essayait d'empêcher l'inclusion de la vieille ville dans l'Etat arabe, préférerait la transférer à une souveraineté internationale. Il voulait inclure les faubourgs juifs à l'ouest de la ville dans l'Etat juif ; En 1947, avec le début des délibérations sur la partition à l'Assemblée Générale des Nation-Unies, il devait décider lui-même, entre les deux solutions suivantes : laisser le contrôle de la partie orientale de la ville à la souveraineté arabe, ou bien accepter le contrôle sur toute la ville, incluant les quartiers juifs de l'ouest, à la communauté internationale. Barak, a pu lire, dans le livre de Golani, que Ben-Gourion choisit la deuxième option.

Si l'on veut résumer l'attitude du leader à qui Barak adore se comparer, Golani écrit que Ben-Gourion développa de plus en plus l'idée selon laquelle, si les lieux saints étaient dans les mains juives, le mouvement sioniste n'avait aucune chance de modeler

Jérusalem à son image. Ben-Gourion pensait ainsi se débarrasser du poids des lieux saints et garder la Jérusalem ouest juive, libérée du boulet historique, religieux et politique de cette partie est de la ville. Cette volonté de se débarrasser de ce boulet que représentait le contrôle de Jérusalem-est l'amena même à retirer toute demande de souveraineté juive sur le Mur ou le quartier juif de la Vieille Ville. A propos du Mur il était d'avis pour obtenir un accord déclarant que l'organisation internationale qui gèrerait Jérusalem Est devrait garantir la liberté de culte dans cet endroit. Ben-Gourion n'avait aucune attirance avec le Quartier Juif, avec ses synagogues et ses yeshivots. A ses yeux, ce quartier et ses habitants symbolisaient le vieux yishouv antisioniste. C'était l'Université Hébraïque et non pas les yeshivots et synagogues, qui symbolisait, pour lui, l'esprit juif de Jérusalem.

« Ben-Gourion était près à donner Jérusalem, sans qu'on le lui demande tellement il était enthousiaste à l'idée de partition » pouvait lire Barak dans le livre de Golani. En Janvier 1937 après la réunion au Nahalal et six mois avant que la Commission Peel ne publie ses recommandations, il déclarait à ses amis du Mapai qu'il était prêt à accepter un Etat juif, même sans Jérusalem. *« Il était évidant que Jérusalem et Bethlehem devaient être mises de côté et seraient des territoires internationaux, sous souveraineté anglaise et localement juive et arabe après des arrangements. »* écrit Golani en citant Ben-Gourion .

Dans les mois qui suivirent, Ben-Gourion changea son point de vue et arrêta de parler *« d'Etat juif sans Jérusalem »*. Sa crainte de la contre attaque des Revisionnistes de droite (*« nous sommes partis pour une guerre civile espagnole »* commentait-il à propos de la possibilité d'une guerre civile dans le Yichouv) lui fit élaborer une autre position : d'accord pour la partition de la ville plutôt que de d'accepter de la laisser être incorporée dans un Etat juif. Les faubourgs juifs de l'ouest de la ville seraient inclus dans l'Etat juif , alors que le reste de la ville serait sous souveraineté internationale. Il continua à maintenir sa position, même après que la commission royale ait publié ses recommandations dans lesquelles on pouvait lire que Jérusalem restait entièrement sous souveraineté britannique. Ben-Gourion répétait jour après jour à cette époque que Jérusalem devait être divisée.

Dans une lettre qu'il envoya de Londres en Juin 1937, lettre que l'on peut lire encore aujourd'hui comme un document parfaitement pertinent, il écrivait les phrases suivantes : *« C'est pour moi un grand désastre de ne pouvoir diviser Jérusalem en deux municipalités séparées, arabe et juive. Notre situation à Jérusalem, si nous pouvions vraiment le faire, serait complètement différente et peut être que notre futur politique tout entier serait aussi fondamentalement différent, si on se rendait compte que, même avant les délibérations sur la partition, il est nécessaire de diviser Jérusalem et d'établir une municipalité autonome juive.... A Jérusalem, la rhétorique patriotique, impotente, cette stupide et creuse rhétorique surpasse l'action créative de mettre en place un Etat. Jérusalem est maintenant « unifiée » sous la coupe des Nashashibis et du Khaldis parce que quelques Jérusalémites veulent mettre la main sur le Mont du temple... Une Jérusalem juive libérée du partenariat des effendi arabes et du clergé anglais, déconnectée de la Vieille Ville, qui n'a rien d'autre à donner que d'être un musée et libérée de tous les faubourg arabes qui épuisent nos forces, une telle situation accroîtrait nos talents municipaux et ferait de la Jérusalem juive un centre magnétique pour la nation juive, de telle sorte qu'elle augmenterait notre capital d'indépendance juive.. »*.

Les dix années difficiles qui s'écoulèrent entre l'écriture de cette lettre et le début des délibérations des Nations-Unies sur la partition de la Palestine renforcèrent la position de Ben-Gourion ainsi que celle des dirigeants du Sionisme officiel, concernant la nécessité de diviser Jérusalem. Devant la Commission d'enquête des Nations-Unies qui visita Israël pendant l'été 1947, Ben-Gourion parla encore en faveur de la thèse de l'incorporation de Jérusalem Ouest dans l'Etat juif et des "arrangements spéciaux" à trouver concernant la Vieille Ville, les lieux saints et les faubourgs arabes tout autour des murs.

Le plan de partition, publié par la commission d'enquête, dérangerait Ben-Gourion et les membres de l'exécutif sioniste parce qu'il excluait Jérusalem ouest de l'Etat juif de telle sorte que ce quartier, avec le reste de la ville, devenait un "complexe international". Les frontières de cet ensemble, comme le demandaient les recommandations de la commission, ne gardaient que peu des idées développées sur l'expansion de Jérusalem dans les mois récents: depuis Abou Dis et Al Azariyya à l'est, Deir Yassin et Motza à l'ouest et depuis Shuafat au nord jusqu'à Bethléhem au sud.

Golani écrit dans son livre que les dirigeants de l'Agence juive ne cachèrent pas leur malaise face à cette idée, mais réalisèrent qu'ils devaient l'accepter. Ils comprenaient qu'ils ne pouvaient pas laisser passer l'opportunité de créer un Etat indépendant, même au prix de laisser Jérusalem en dehors de ses frontières.

Ben-Gourion annonça qu'il allait se battre pour changer les recommandations de la commission Peel à propos de Jérusalem, mais Golani écrit que "contrairement à toutes les règles de la négociation, dans lesquelles on n'abat pas toutes ses cartes dès le début, il ajouta sans hésiter que, si l'on avait pas le choix, il accepterait les recommandations de la commission sans aucun amendement." "D'après le livre que Barak lit en ce moment pour approfondir la position des solutions proposées sur Jérusalem, la délégation sioniste à l'Assemblée Générale des Nations-Unies continua à exiger que Jérusalem soit incluse dans les frontières de l'Etat juif, mais tout le monde, Ben-Gourion en tête ainsi que les délégués, savaient que c'était "pour la forme".

L'Agence Juive fit la concession sur la question de Jérusalem, écrit Golani. La délégation de l'Agence Juive s'arrangea pour transmettre un message clair, sans ambiguïté, aux représentants des Etats qui soutenaient la partition, c'est à dire l'établissement d'un Etat juif. ...C'était un grand sacrifice national et spirituel, mais cela était vu comme une nécessité: gagner une majorité de votes favorables à l'Assemblée Générale des Nations-Unies, même si cela se faisait sur une partie seulement d'Eretz Israël."

Evidemment, on ne pourra jamais savoir ce que Ehud Barak a tiré du livre de Motti Golani et quelle est son opinion, après sa lecture, sur le point de vue de Ben-Gourion à propos de Jérusalem à la veille de l'établissement de l'Etat. La lecture du livre montre cependant clairement que sur ce sujet, Barak peut se rapprocher plus près d'Arafat sans en arriver à ce que Ben-Gourion était prêt à sacrifier afin d'obtenir un Etat indépendant pour le peuple juif.